

L'histoire à reculons

Autor(en): **Ghelfi, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **32 (1995)**

Heft 1199

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1015372>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'INVITÉ DE DP

L'histoire à reculons

Les changements en profondeur de la société n'apparaissent pas tout de suite. Il faut du recul pour en prendre conscience. Les pays occidentaux deviennent plus inégalitaires, plus injustes depuis une vingtaine d'années déjà.

JEAN-PIERRE GHELFI

économiste

Les pays occidentaux n'ont pas attendu la chute du mur de Berlin, l'implosion du communisme, la domination sans partage du capitalisme et de l'économie de marché, la publication du Rapport de Pury sur la revitalisation de l'économie pour rompre avec ce qu'on avait appelé depuis le siècle dernier le progrès social, qui portait en lui le projet de socialiser le capitalisme, de proposer un modèle de société qui combine développement économique et justice sociale.

La crise des années septante

Le mouvement de bascule semble bien être intervenu à l'occasion de la crise du milieu des années septante, consécutive (?) au premier choc pétrolier. C'est à partir de ce moment qu'est remise en cause l'idée de l'Etat-providence et qu'ont commencé à fleurir les théories et les pratiques néo-libérales. Se met en place alors une structure de fonctionnement fondée sur la performance individuelle qui nie le caractère communautaire de la société et la dimension collective du travail.

Diminution de la protection sociale

Il y a bien heureusement des pesanteurs sociales qui font que les peuples ne sont pas prêts à renoncer sans autre ni subitement à ce qu'on appelle les acquis sociaux. Pourtant, en dépit des résistances, comme par un rouleau compresseur, avec son poids et sa lenteur, ces acquis sont écrasés les uns après les autres. Voir la montée du chômage, pratiquement inconnu dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) il y a vingt ans, et qui touche aujourd'hui 35 millions de personnes (10 millions de plus qu'il y a quatre ans). Voir l'apparition de la «nouvelle pauvreté», qui concerne pratiquement un ménage sur quatre ou cinq en Suisse. Voir aussi la très faible progression des salaires réels des travailleuses et des travailleurs depuis dix ans. Encore s'agit-il de moyennes, de sorte que, parmi ces derniers, certains gagnent effectivement plus, de sorte que d'autres, au contraire, ont enregistré une baisse de leur pouvoir d'achat. Et pendant la même période, les rémunérations des cadres continuent d'augmenter d'autant plus fortement qu'ils occupent une fonction élevée dans la hiérarchie.

Dégradation donc de la situation des personnes plus modestes, qui reste en partie masquée par le fait que là où, auparavant, un revenu suffisait pour faire vivre une famille, il faut maintenant un salaire et demi ou deux salaires.

D'où, d'ailleurs, la situation précaire de ceux, et le plus souvent de celles, qui n'ont précisément qu'un salaire pour vivre. Voir aussi la diminution des protections sociales des travailleurs, avec le projet de modification de la loi sur le travail qui (ré)introduit le travail de nuit et du dimanche, et admet qu'un horaire normal peut aller, en soirée, jusqu'à 23 heures.

Pour qu'il n'y ait pas de surprise, ceux qui tiennent le haut du pavé disent que ces mesures ne sont pas suffisantes. Il faut encore en faire plus. C'est-à-dire réduire les protections, accepter une baisse du niveau de vie, travailler plus longtemps, devenir plus efficace, améliorer les performances.

A l'origine de toutes ces transformations, il y a évidemment des facteurs objectifs, tels que la mondialisation de l'économie, la diffusion des techniques, l'accentuation de la concurrence internationale, la globalisation des marchés financiers. Mais le facteur subjectif, idéologique, est tout aussi important. L'idée de construire une société plus juste devient une notion démodée. On retourne de plus en plus ouvertement et sans scrupule au «struggle for life». Comme si l'histoire s'était mise à avancer à reculons. Le siècle prochain sera-t-il le siècle passé? ■

Courrier

FUSION BCV-CFV: SUITE DU FEUILLETON
(DP 1196, 1198)

Pierre Chiffelle tient à répondre brièvement à la réaction des directeurs de la Banque cantonale vaudoise et du Crédit foncier vaudois.

Y aurait-il malaise?

Il faut prendre acte des éléments ressortant du droit de réponse exercé par les deux présidents des directions générales des banques concernées dans le dernier numéro de DP. Le ton étonne cependant.

En tout état de cause, il faut relever que deux éléments au moins que j'avais mis en lumière dans l'article paru le 22 décembre 1994 ne sont absolument pas contestés par les deux banques. Ainsi en va-t-il tout d'abord de la concentration d'un pouvoir économique important dans les mains d'un seul homme. Cette question devra tout de même être abordée de front avant la décision d'une éventuelle fusion.

Deuxièmement les banques restent muettes sur les problèmes de transparence résultant de la présentation d'un bilan global au 31 décembre.

●●●

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédactrice:
Valérie Bory (vb)
Ont également collaboré à ce numéro:
François Brutsch (fb)
Jean-Claude Favez (jcf)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Charles-F. Pochon (cfp)
Jérôme Meizoz
Forum: Jean-Pierre Ghelfi
Composition et maquette:
Valérie Bory, Murielle Gay-Crosier Marciano,
Françoise Gavillet
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9